

Déclaration : Les femmes et les jeunes ont commencé une révolution culturelle en Pologne

lundi 23 novembre 2020, par [Quatrième Internationale](#) (Date de rédaction antérieure : 19 novembre 2020).

Sommaire

- [1. Révolte de masse après \(...\)](#)
- [2. Trois décennies de soumissi](#)
- [3. Soulèvement de la jeune \(...\)](#)
- [4. Crise politique et crise de](#)
- [5. Revendications démocratique](#)
- [6. Une lutte internationale](#)

1. Révolte de masse après une nouvelle attaque contre les femmes

« La protestation noire » des femmes dans plus de 100 villes et la grève des femmes le « lundi noir » 3 octobre 2016 a fait reculer le régime de droite catholique fondamentaliste dirigé par le parti Loi/Droit et Justice (PiS) sur un projet de loi d'interdiction totale de l'avortement et de pénalisation des femmes qui avortent. Dans une situation sanitaire catastrophique et alors que le confinement interdit des rassemblements de plus de 5 personnes, le PiS a de nouveau tenté sa chance espérant à la fois réduire la montée de la droite encore plus extrême dans les sondages, rafistoler l'alliance gouvernementale de la Droite unie et aussi donner satisfaction aux fondamentalistes catholiques en faisant passer au second plan le scandale de pédophilie, qui affaiblit la hiérarchie ecclésiastique. Le tout en réaffirmant que dans la III^e République polonaise les femmes sont soumises aux hommes. Le 22 octobre 2020 la présidente, nommée par le PiS, du Tribunal constitutionnel a annoncé que l'avortement « lorsque les examens prénataux ou d'autres raisons médicales indiquent une forte probabilité de déficience grave et irréversible du fœtus ou une maladie incurable mettant sa vie en danger » était anticonstitutionnel.



Copyright « On mettra fin à l'enfer des femmes », "We'll put an end to hell for women"

Dès la soirée du 22 octobre la mobilisation, d'une ampleur inconnue depuis 1989, a commencée. Les femmes et la jeune génération - les lycéen.es et les étudiant.es entre 14 et 25 ans - ont occupé les rues, scandé des mots d'ordre au cours des messes du dimanche le 25 octobre, et bloqué la circulation durant deux semaines. Des manifestations de masse se sont poursuivies dans plus de 410

villes et villages au cours des semaines suivantes. Le 28 octobre il y a eu une grève des femmes, le 30 octobre plus d'un million de manifestant.es, malgré une montée exponentielle des hospitalisations et des morts du fait de Covid-19. Le tout avec une revendication centrale, adressée aux élites politiciennes, ecclésiastiques et intellectuelles qui refusent que les femmes bénéficient des droits humains : « allez vous faire foutre ailleurs ».

Selon tous les sondages, ce mouvement de masse a le soutien de deux-tiers à trois-quarts de la population.

Le gouvernement de la Droite unie n'a pas osé publier le verdict de son Tribunal constitutionnel dans le *Journal officiel*, ce qui le rend légalement inapplicable. Il espère que le durcissement du confinement et la répression des manifestant.es réduiront l'ampleur du mouvement. Mais même si les actuelles mobilisations se calment, les femmes de Pologne ne vont pas oublier cette révolte. En majorité elles ont pris conscience qu'elles doivent lutter elles mêmes pour leur dignité, pour un autre monde, leur monde. C'est une révolution culturelle qui a commencé.

2. Trois décennies de soumission des femmes pour reconstruire le capitalisme.

Depuis 1993 existe un « compromis », réalisé entre le gouvernement et l'Église catholique sur cette question, visant à obtenir le soutien de cette puissante institution face aux mobilisations contre les effets sociaux de la restauration capitaliste en cours et pour l'adhésion à l'Union européenne.

L'Église catholique a toujours considéré que la femme n'est pas un être humain de plein droit. Par le verdict du Tribunal constitutionnel du 22 octobre l'État polonais l'a confirmé : la femme doit être limitée à une sorte d'incubateur, avec des options supplémentaires lui imposant de nettoyer, faire la cuisine et s'occuper des enfants. La torture des femmes portant des fœtus morts ou irréversiblement déficients a été légalisée.

« Dans ce pays je me sens esclave », « Mon corps est mon affaire », « Je ne serais pas un cercueil », « Mon utérus n'est pas une chapelle », « Tu ne veux pas d'avortement, tu n'as qu'à pas avorter », « Prions pour le droit à l'avortement », « L'avortement n'est pas un péché », « La révolution est une femme » - c'est avec de telles pancartes (et bien d'autres) que les centaines de milliers de femmes ont manifesté dans les rues et dans les églises en Pologne contre ce système patriarcal qui les opprime, les prive de liberté et qui nie leur dignité. « C'est la guerre ! » proclament elles en luttant pour que plus jamais personne n'ose décider pour elles, pour être enfin reconnues comme des être humains à part entière, pour repousser les limites de ce qui est socialement acceptable, pour une vie meilleure dans leur monde.

3. Soulèvement de la jeune génération

Ce sont surtout des jeunes - garçons et filles - qui ont manifesté, pour la première fois depuis des années en très grand nombre. Ce sont eux qui s'en sont pris à ces « dziaders » - les mâles ayant une vision archaïque du rôle des femmes, ne leur permettant pas de prendre la parole, persuadés de leur propre supériorité et de leur infaillibilité absolue, en général âgés, exerçant des fonctions dirigeantes autrement dit les politiciens, les experts, les hiérarques ecclésiastiques - leur suggérant « d'aller se faire foutre ailleurs ».

La jeunesse a criée en des termes très crûs ce que Greta Thunberg a dit aux Nations Unies en 2019 : « comment osez-vous ! ». Cette jeunesse à laquelle le régime a imposé les cours de religion à l'école a rejeté l'hégémonie culturelle de l'Église catholique. Elle a dit non à une société qui lui impose la

peur, le changement climatique, le chômage, l'absence d'avenir prometteur, les mensonges gouvernementaux à répétition, le panthéon des autorités, des valeurs et des symboles national-catholiques. Elle refuse la « peur de baiser » – un des slogans présents dans un grand nombre de manifestations. Elle ne tolère plus les réformes de la scolarité qu'on lui impose. Elle ne veut pas négocier de « compromis », choisit un langage que ceux qui dominent son pays ne comprennent pas, veut décider de son sort et non se le voir imposer par ceux qui prétendent « savoir mieux ».

Face au ministre de l'éducation et de la science, qui exigeait que les enseignants « apprennent » à leurs élèves à ne pas manifester, elles et ils ont d'une seule voix répondu « va te faire... ». Leur révolte n'a pas concerné seulement la lutte pour le droit à l'avortement mais beaucoup plus : le droit de chaque individu de décider de son corps, de son identité, de l'avenir de la société, leur droit d'être solidaires, dignes, libres.

Aujourd'hui les femmes et les jeunes ont transformée les modestes mais combatives et spontanées grèves climatiques et manifestations en défense des LGBT+ des années précédentes en centaines de milliers de manifestant.es.

4. Crise politique et crise de l'hégémonie ecclésiastique, crise de la III^e République

Face au développement de la pandémie Covid-19, le gouvernement du PiS a privilégié sa victoire électorale présidentielle (d'abord tentée au cours du confinement le 10 mai, puis reportée au 28 juin 2020) et non la protection de la santé de la population. Au lieu d'adapter le système scolaire à la pandémie s'est concentré sur l'enseignement de l'homophobie. Il a accusé le personnel de santé de travailler insuffisamment tout en commandant à un marchand d'armes des respirateurs... qui ne fonctionnent pas. Enfin, il a choisit d'agresser les femmes. Cette dernière initiative a fait déborder le vase et a ouvert une crise politique majeure.

La crise a même atteint le cœur des institutions. Le parti au pouvoir et le premier ministre ont perdu du soutien. Des divergences ont émergés au sein du gouvernement sur la manière de sortir de la crise, le président Duda voulant apparaître comme « ayant compris » les revendications, alors que le chef du PiS souhaitait la répression.

Cependant le commandant de la police a demandé à ses troupes d'agir « de manière équilibrée et prudente ». De plus, fait sans précédent, plus de 200 généraux et amiraux retraités ont craint « une situation dans laquelle une nouvelle fois dans les rues des villes polonaises l'usage de la force pourrait conduire à d'inutiles victimes » en demandant de « respecter la volonté de la majorité de la société et de modifier les solutions inacceptables ».

Le compromis systémique entre tous les partis politiques du pouvoir et l'Eglise qui a été le fondement de la III^e République polonaise a été mis en cause. Cette dernière devait être le bastion du christianisme dans une Europe laïcisée. Mais il n'y a plus de status quo, l'Église, son impunité, son hégémonie culturelle ne sont plus tabou.

5. Revendications démocratiques

Le soulèvement populaire en défense des droits des femmes – mais aussi des LGBT+ et plus généralement des libertés – a été essentiellement spontané. Les petites associations féministes (par ailleurs divisées entre elles) et leurs militantes y ont joué des rôles de porte-parole médiatiques, des

nouveaux réseaux ont commencé à se construire mais notamment sans que la jeune génération y soit représentée ne serait-ce que symboliquement, mais surtout contrairement à la tradition des révolutions ouvrières polonaises de 1956 ou 1980-1981 il n'y a pas eu d'auto-organisation de masse. Les partis politiques de l'opposition au PiS, qui sont plus des structures électorales que militants, n'y ont pas joué un rôle, même si certains de leurs élus étaient visibles dans le mouvement. Il en va de même des syndicats parmi ceux, minoritaires, qui ont déclaré leur soutien au mouvement. Il y a donc un grand écart entre le paysage politique polonais traditionnel et cette révolte de masse.

L'association « Grève générale des femmes » a présenté les revendications « qu'on peut lire sur les pancartes » : « Nous voulons un véritable Tribunal constitutionnel, une Cour suprême intégralement juste, un véritable Défenseur des droits civiques ; Nous voulons un nouveau budget - une caisse de la santé, l'aide aux travailleurs, à la culture et un véritable soutien pour les handicapés ; Nous voulons les pleins droits pour les femmes, l'avortement légal, l'éducation sexuelle, la contraception ; Nous voulons tous les droits humains ; Nous voulons un État laïque, dont l'arrêt de financement de l'Église par le budget de l'État et que la religion foute le camp des écoles ; Nous voulons la démission du gouvernement. » Lors de la conférence de presse du Conseil consultatif des revendications supplémentaires ont été présentées : « 10 % du budget de l'État pour la santé ; démission du ministre de l'éducation et de la science ; arrêt immédiat du financement de l'Église par l'État et leur véritable séparation ; Droit pour les enfants à partir de 13 ans de décider s'ils veulent participer aux leçons de religion ; Suppression de la clause de conscience ; Fin du concordat ; Defascisation de la vie publique ; Suppression des contrats-travail sans protection, lutte contre le mobbing et l'exploitation ; Lutte contre la crise climatique ; une Pologne meilleure pour les personnes LGBT+ ; Des médias publiques qui soient une véritable source du savoir et de l'information. »

Il s'agit là d'une liste de revendications qui ne vont pas au-delà de la démocratie laïque formelle. En deçà de la « révolution culturelle » qui a envahie les rues polonaises en octobre et novembre 2020, mais n'a pas (encore ?) posé les jalons d'une auto-organisation sociale durable ni même de la construction d'une nouvelle représentation politique des révoltés.

6. Une lutte internationale

Le 22 octobre 2020, le jour même du verdict du Tribunal constitutionnel polonais, les gouvernements du Brésil, de l'Égypte, de la Hongrie, de l'Indonésie, de l'Ouganda et des États-Unis ont organisé une cérémonie internationale en ligne, diffusée depuis Washington, dans le but de signer virtuellement, avec 27 autres pays [1] -dont la Pologne - une déclaration contre le droit à l'avortement « pour protéger le droit d'une femme à être mère », selon les termes de la ministre hongroise de la famille. Cette alliance des pays gouvernés par les fondamentalistes des diverses religions est une affirmation du patriarcat étatique contre les droits humains et une déclaration que les corps humains - féminin, enfantin, homosexuel, trans et non binaire - sont des territoires dominés par les États.

Contre le droit à l'avortement et plus généralement tous les droits des femmes, contre ceux des LGBT+, c'est un véritable réseau international ultraconservateur, appuyé par les autorités étatiques, qui mène campagne dans le cadre de la mutation du néolibéralisme autoritaire en crise. C'est ce réseau qui a largement financé les activités contre le droit à l'avortement de l'extrême droite polonaise, tels « Ordo Iuris » ou la « Fondation vie et famille ». C'est ce même réseau international qui a applaudi la nomination par D. Trump de la juge ouvertement pro-life, Amy Coney Barrett, à la Cour suprême des États-Unis. C'est ce courant qui refuse les avortements aux jeunes filles, victimes de viols et d'inceste, au Brésil ou en Argentine

Face à cette offensive, il est de la responsabilité des organisations du mouvement ouvrier et des féministes de tous les pays de se mobiliser en solidarité avec la révolte des femmes en Pologne. Les puissants mouvements féministes qui ont émergé depuis 2017 notamment en Amérique latine et en Europe autour du slogan de la grève des femmes sont de plus en plus importants pour gagner et préserver les droits des femmes déjà acquis et les étendre à l'ensemble de la planète.

19 novembre 2020

Déclaration du Bureau exécutif de la IV^e Internationale

P.-S.

- Dimanche 22 novembre 2020 :
<https://fourth.international/566/europe/266>

Notes

[1] Voici la liste des pays signataires de cette déclaration dite « du consensus de Genève » (elle devait y avoir lieu avant l'Assemblée mondiale de la santé, reportée en raison de la crise sanitaire) : Arabie saoudite, Bahreïn, Biélorussie, Bénin, Brésil, Burkina Faso, Cameroun, République démocratique du Congo, République du Congo, Djibouti, Égypte, Eswatini (Swaziland), Gambie, Géorgie, Haïti, Hongrie, Indonésie, Irak, Kenya, Koweït, Libye, Nauru, Niger, Oman, Pakistan, Pologne, Sénégal, Soudan, Ouganda, Émirats arabes unis, États-Unis d'Amérique, Zambie.